ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

12 juillet 2010
10e année
Nº 27

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La société suisse méprise la puissance et la violence

Discours de Nicolas Hayek devant les ambassadeurs de l'UE le 16 mars 2009

me. On évoque ces jours-ci la mémoire de l'économiste, de l'entrepreneur, de l'inventeur de manière un peu trop concordante. Nous allons mettre l'accent sur un autre aspect: Libanais d'origine, Nicolas G. Hayek est non seulement devenu Suisse, mais Confédéré. On parle souvent du Liban comme de la Suisse du Proche-Orient, cela peut avoir favorisé son action, mais nous détaillerons les points communs entre les deux pays une autre fois.

Le défunt ne parlait pas seulement le suisse allemand de manière sympathique, il s'exprimait aussi agréablement en français de Romandie. Il a surtout compris les constantes historiques et humaines de la Suisse et les a vécues chaleureusement et défendues résolument et sans compromis. Il en a parlé de manière courageuse, fière et avec une joie véritable à des amis de l'étranger comme le président de la Commission européenne Jacques Delors ou le chancelier allemand Helmut Kohl.

Il a assumé ses responsabilités envers ses employés. Il les appelait ses amis et il a tenu sa promesse de ne licencier personne. Il a également assumé ses responsabilités à l'égard de son entreprise et de la Suisse et a su rester un homme normal. Les cigares, les montres aux poignets et les célébrités prestigieuses qui l'entouraient n'ont pas changé son cœur ou son attitude. Son fils a déclaré: «Mon père était un philanthrope.» C'est sans doute la raison pour laquelle il était si présent et à l'écoute des autres, sans craindre les contacts, et savait dialoguer. Le discours exceptionnel qu'il a prononcé devant des ambassadeurs étrangers témoigne de son caractère direct et sûr de lui mais courtois. A l'occasion d'un «Head of Missions Lunch Meeting» de l'ambassadeur tchèque Boris Lazar, le 16 mars 2009 au Kursaal de Berne, il a tenu des propos touchants sur la question de savoir «pourquoi nous ne voulons pas adhérer à l'UE».

(© 2010 The Swatch Group Ltd)

Ce discours est plus qu'un testament spirituel à une époque où les conceptions d'une liberté sans prise de responsabilité échouent et sont repensées au profit d'une prise de responsabilité vis-à-vis du bien commun. Ce discours est une contribution à une réflexion commune en vue d'une renaissance du système politique suisse. Celui-ci correspond beaucoup plus à l'essence de l'humain que plusieurs régimes des pays voisins. C'est pourquoi le défunt l'a défendu avec passion. Honorons sa mémoire en l'imitant.

Nous exprimons nos condoléances les plus sincères à son épouse, à ses fils, à ses filles et à ses petits-enfants, de même qu'à tous ceux à qui il a tant apporté.

***

Vos Excellences,
Mesdames et Messieurs,
*Monsieur l'Ambassadeur,**

Lorsque l'ambassadeur *Boris Lazar* m'a demandé de prendre la parole pour vous expliquer *«pourquoi la majorité des citoyens suisses ne veulent pas adhérer à l'Union européenne?»*, j'ai décidé de répondre positivement à son invitation dans le but de contribuer à une meilleure compréhension entre l'Union européenne et le citoyen suisse moyen et d'esprit constructif, que je vais essayer de représenter aujourd'hui. Je vous prie de ne pas prendre mon exposé comme une présentation d'un rapport scientifique mais plutôt comme un développement des vues et des positions d'un Suisse faisant partie de la majorité que je viens de mentionner.

A sa création en 1957 et pendant de longues années, j'ai considéré ce qui est maintenant l'Union européenne comme une réalisation grandiose et magnifique. J'étais alors relativement jeune. Beaucoup plus tard, *Jacques Delors,* qui était alors président de la Commission européenne et un Européen passionné, devait m'inviter régulièrement à son bureau de Bruxelles. J'y discutais d'abord avec lui tout seul, puis avec de nombreux autres Européens, à l'époque principalement des industriels et des entrepreneurs allemands et français. La discussion portait sur les moyens de combattre la concurrence japonaise, alors dénommée «Japan Incorporated», soit à peu près, en français, *Japon SA*, sans recourir aux aides des gouvernements ou de l'Union européenne, comme le faisait l'industrie horlogère suisse, alors en butte à une concurrence japonaise acharnée. Jacques Delors appelait toujours mes interventions «L'histoire de la montre».

* L'entrepreneur suisse *Nicolas Hayek* a été invité par l'ambassadeur tchèque en Suisse, *Boris Lazar,* à prononcer une conférence devant les ambassadeurs de l'Union européenne sur le thème «Pourquoi la majorité des citoyens suisses ne veulent pas adhérer à l'Union européenne».

Hayek retrace l'histoire de l'UE et énumère les avantages aussi bien que les inconvénients de cette dernière, surtout le déficit de démocratie. A ce propos, il présente tous les aspects du système politique suisse. La démocratie directe de la Suisse est diamétralement opposée au système européen.

«Ce que nous lui devons, c'est le courage civique»

Johann Schneider-Ammann évoque la personnalité de Nicolas G. Hayek

Le président de Swissmem raconte ses expériences avec Hayek au Conseil d'administration de Swatch et comment ils ont sauvé la fête du 1er-août sur le Grütli.

Nicolas G. Hayek nous a quittés. Il continuera à vivre en moi comme dans la mémoire de beaucoup d'autres, car beaucoup de rencontres mémorables, de convictions et d'actions nous ont liés au cours des ans. Ceux qui ont eu le privilège de travailler à ses côtés se voient privés par la mort subite de cet esprit lucide d'un visionnaire, d'un optimiste incorrigible, d'un modèle d'altruisme.

Je crois savoir qu'il tenait à ne pas être pleuré mais à ce qu'on poursuive ce qu'il nous a laissé avec courage, élan, perspicacité. Sa devise a toujours été la marche vers l'avenir. Ce dont l'époque a besoin, ce n'est pas de copieurs mais de personnes qui reprennent le flambeau, déterminées à poursuivre son œuvre. Le respect des valeurs et le courage civique ne doivent pas disparaître. Nous lui devons cela.

C'était au milieu des années quatre-vingt qu'il a présenté ses idées de sauvetage à un groupe d'investisseurs privés tous désireux de ne pas perdre l'industrie horlogère suisse. Contrairement à ceux qui parlaient surtout de réduction des coûts, de délocalisations partielles, etc., il a présenté son modèle pyramidal prouvant que la montre n'était pas seulement un chronomètre mais également un compagnon de route, un bijou, «Fashion» en dialecte bernois, un objet de prestige différent pour chaque classe d'âge et chaque budget.

Nous étions suspendus à ses lèvres, mais il n'a pas convaincu tout le monde. Ses traits de génie étaient trop flous et trop futuristes, surtout pour ceux qui s'intéressaient seulement aux chiffres de rentabilité et aux postes de bilan et ne tenaient guère compte du fait que l'homme avec ses désirs, ses attentes, ses capacités et sa volonté de s'investir occupe une place centrale et que tout le reste en découle naturellement.

Bref, on a donné un mandat à Hayek et il s'est mis au travail. Ses bâilleurs de fonds observèrent avec beaucoup d'intérêt et de précision ses premiers pas. Personne ne croyait vraiment qu'il pourrait changer la donne. Il n'était que le consultant.

Quand il a investi lui-même de l'argent, le train nommé «horlogerie suisse» a commencé à prendre de la vitesse. Les gens ont commencé à y croire, la motivation collective a augmenté et, soudain, les succès sont devenus visibles, également dans les bilans. C'était fascinant de voir comment un seul individu avait pu déclencher un tel effet boule-de-neige à partir d'une idée simple donc géniale.

Des années plus tard, alors que je venais de quitter le conseil d'administration de la grande banque suisse la plus renommée, il m'a invité à dîner et m'a prié d'entrer au conseil d'administration du groupe Swatch. Honoré et rempli de joie, mais également sceptique au début, j'ai accepté cette offre avec plaisir.

Pendant de nombreuses années, j'ai eu l'occasion de participer aux séances et surtout d'y apprendre beaucoup de choses. Il appréciait énormément, de la part de nous autres personnes indépendantes, des réactions ouvertes, sincères, voire critiques mais toujours constructives. En effet, il avait acquis au cours des années un prestige qui empêchait beaucoup de gens de lui épargner la solitude.

Ses succès et les marques de reconnaissances considérables qu'on lui a manifestées dans le monde entier lui ont valu honneur et gloire. Et il avait des amis sincères, francs et dévoués. Peut-être que j'en étais un. Il n'était pas toujours enthousiasmé par les questions et les remarques mais il se montrait toujours reconnaissant. Et il arrivait qu'il revienne sur certains aspects au bout de quelques jours, même le dimanche matin, et qu'il manifeste sa reconnaissance, ce qui me motivait considérablement.

Quand, en 2007, l'argent manquait pour assurer la sécurité de la fête nationale du Grütli, il voulut «sauver» cette commémoration. Pour lui, il y allait de la liberté de ce pays, de la liberté d'expression, de réunion et de tous les acquis et valeurs de ce pays merveilleux. Le libéral qu'il était ne supportait pas de voir la Suisse mise au pied du mur par un groupe marginal.

«Je paye et vous vous en occupez.» L'ordre était bref, le parcours fut épineux et assez long, et le résultat réjouissant, pour le pays, pour la liberté, pour l'entrepreneur et la société. Hayek était un vrai Suisse. C'est avec le plus grand respect et une reconnaissance chaleureuse que je poursuis la voie qu'il a tracée.

Source: «Blick» du 1/7/10
(Traduction Horizons et débats)

«La société suisse méprise…»
suite de la page 1

Lors de ces rencontres il a répété à maintes reprises que moi, le Suisse, j'étais à ses yeux le plus typique et le plus authentique des Européens, en raison de mes connaissances linguistiques et de ma profonde compréhension culturelle des différents entrepreneurs européens qui participaient à ces rencontres. La plus mémorable de ces rencontres s'est déroulée à Evian avec les plus grands industriels français et allemands. Ce fut pour moi un événement inoubliable.

Mon rêve: faire de l'Europe une grande Suisse

A l'époque, nous rêvions – en tout cas, *je* rêvais – de voir l'Europe devenir une grande Suisse. Pas tant parce que je croyais que la Suisse était le paradis sur terre, mais parce que j'étais convaincu qu'elle représentait – en dépit de nombreuses faiblesses – la meilleure de toutes les alternatives possibles permettant d'ouvrir à l'Europe de radieuses perspectives d'avenir, tout en préservant la richesse considérable de sa diversité et de ses cultures. De fait, *Jean Monnet* et *Robert Schumann* avaient au départ déclaré: «La Suisse représente un modèle pour l'Europe.» *Joschka Fischer, Jacques Chirac, Göran Persson,* mais aussi *Václav Havel* n'ont d'ailleurs cessé de le répéter ces dernières années. Un hasard étonnant qu'aujourd'hui soit justement le trentième anniversaire de la mort de Monnet, ce grand Européen.

Par la suite mes contacts avec Bruxelles se sont poursuivis, par exemple avec *Romano Prodi*, que je connaissais personnellement et qui a plusieurs fois sollicité mon avis dans des commissions. L'harmonisation et l'amélioration des secteurs économiques et – en partie – financiers ne m'ont pas déçu jusqu'ici, même si on est encore bien loin de la perfection. Les guerres qui ont opposé et en partie dévasté ces trois grandes nations européennes: l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne, et ébranlé le reste du monde, appartiennent définitivement au passé et c'est le plus beau succès, et le plus important, de la Communauté européenne.

L'UE aujourd'hui: une lourde machine, bureaucratique et chaotique

«Malheureusement, le processus de construction s'est brusquement stoppé. L'UE n'est plus en train de bâtir une communauté forte, démocratique et pacifique, où dans tous les domaines importants de notre vie et de notre société chaque citoyen – ou du moins une majorité d'entre eux – engage son affectivité et accepte de donner de lui-même. A l'époque le nombre d'Etats membres était limité, et ces quelques nations auraient pu édifier un Etat fédéral analogue à la Suisse ou aux Etats-Unis. Cette évolution a été stoppée, car les questions et problèmes qu'elle soulevait n'étaient pas facile à résoudre, impliquant des pays et des hommes politiques qui n'étaient pas prêts à céder une part importante de leur souveraineté et encore moins de leurs privilèges.

Au lieu de s'attaquer en profondeur aux importants problèmes que constituaient l'évolution de l'Union et les structures à lui donner, on a décidé d'en rester à la surface des choses, tout en intégrant un maximum de pays … et ceci sans demander aux peuples des pays qui avaient créé l'Union s'ils étaient ou non d'accord. De toute évidence l'establishment politique était avant tout préoccupé de faire entrer les gens par dizaines de millions et des pays en grand nombre dans une Europe qui – sauf sur quelques points politiques – restait encore à définir. Ce qui motivait ces pays était avant tout les avantages économiques et financiers qu'ils espéraient. Un tel élargissement aurait été mieux que bienvenu si l'on avait auparavant mis en place les structures d'une Europe plus ou moins fédérale. C'est à ce moment que se brisèrent mes espoirs de voir dans un futur proche une Europe forte, puissante, démocratique et pacifique – une Europe qui contribuerait à améliorer la qualité de vie pour le monde entier, pour nous tous.

L'Union européenne nous est alors plus ou moins apparue comme une lourde machine, un méli-mélo bureaucratique et plus ou moins chaotique et de concepts idéologiques, sociaux, économiques et, pour une part, financiers, pendant que tout le reste était laissé au hasard, à la Providence et aux générations à venir. Certes cela n'exclut pas la possibilité que l'UE – comme la plupart des réalisations humaines hors du commun – s'avère au XXIIe ou XXIIIe siècle être une fantastique réussite, mais j'espère que cela se produira beaucoup plus tôt, avant la fin de ce siècle-ci.

A genoux devant l'armée des USA – voilà qui est incompréhensible pour la Suisse!

L'institution de l'euro offre un excellent exemple d'une autre réalisation positive mais dont la mise en œuvre, pour être efficace, n'en a pas moins été partielle. La Grande-Bretagne, par exemple, s'est refusée à entrer dans la zone euro, ce qui lui était possible, alors que beaucoup d'autres qui l'auraient souhaité n'en avaient économiquement pas la possibilité. Et en conséquence quelques pays de l'Union européenne disposent d'une devise forte, mais pas tous. Si les pays les plus faibles sur le plan financier accèdent à l'euro en ces temps de crise, ils peuvent devenir une charge, en ce sens qu'il faudra les soutenir. Cependant l'euro est en soi l'une des meilleures réalisations de l'Union et peut être considéré comme une réussite.

Mais qu'en est-il de l'harmonisation de décisions essentielles en matière de politique étrangère, de défense et de guerre? Pour un citoyen suisse, il est absolument inconcevable qu'une partie de l'Europe ait soutenu sans hésitation aucune la politique de l'administration Bush et rejoint les Etats-Unis dans la guerre contre l'Irak. La Grande-Bretagne, l'Espagne et quelques autres pays ont envoyé des contingents sous commandement états-unien, alors que notamment la France et l'Allemagne s'y sont résolument refusées. Pour nous c'était une preuve parfaite de la faiblesse de la politique étrangère commune.

De plus – et contre le désir de l'Allemagne et de la France – d'autres pays ont, par exemple, signé avec les USA des accords autorisant ces derniers, ou l'OTAN, à stationner sur leur sol des radars et des missiles, officiellement pour se protéger de l'Iran. La Russie a estimé que ces installations menaçaient son propre territoire. Les Etats membres de l'UE n'ont pas réussi non plus à trouver un accord sur ce point important. Nulle part, on ne trouve trace d'une politique étrangère commune. C'est tout et n'importe quoi, et son impact sur nous tous est malheureusement bien faible.

Aucun pays n'a organisé autant de scrutins sur l'Europe que la Suisse

L'Union européenne et tous les grands pays démocratiques qui la composent aurait pu créer un système fort, si elle avait réussi à trouver un consensus, à définir clairement la voie qu'elle souhaitait suivre en Europe et dans le monde et s'était fixé les buts qu'elle désirait atteindre dans toutes ses tâches importantes: les réponses à apporter aux besoins et aux souhaits de notre société humaine, de nos systèmes politiques.

Or l'Union a commencé par élargir au maximum ce système imparfaitement défini en invitant différents pays à se joindre à elle – en partie des pays du Proche-Orient. La possible adhésion de la Turquie signifierait qu'elle s'étend jusqu'aux frontières de la Syrie, de l'Irak, de l'Iran. Est-ce le but de l'UE que d'ouvrir ses portes à une future Union européo-moyenne-orientale, qui peut-être serait beaucoup plus puissante et fonctionnerait mieux? N'oublions pas que Chypre ne se trouve qu'à quelques kilomètres du Liban où d'innombrables croisés européens trouvèrent jadis refuge. Allons un peu plus loin, on pourrait incorporer tout le Proche-Orient et le pacifier, puisque la Palestine et Israël feraient alors partie de l'UE. Quel magnifique service rendu au monde entier! Existe-t-il une bonne raison de mettre un terme à pareille évolution? Quelques Suisses, mais aussi beaucoup d'Européens se sont posé la question.

Mais pour le moment revenons sur terre. Pour autant que je le sache, la population suisse est l'une des mieux informées sur le rôle et les activités de l'Union européenne. Je me réfère à un intéressant article d'*Andreas Gross*, un citoyen suisse membre de notre Parlement fédéral, publié dans la «Neue Zürcher Zeitung» le 6 février dernier – deux jours seulement avant l'approbation de divers accords (dont la libre circulation des nouveaux citoyens de l'UE) par le peuple suisse, qui manifestait ainsi sa volonté de poursuivre une politique d'accords bilatéraux, plutôt que d'adhérer à l'UE: il y a eu, en Suisse, plus de scrutins ou référendums relatifs à l'Europe que dans aucun autre pays européen.

Les peuples n'ont pas eu voix au chapitre

Au cours de ces dernières décennies, plus de 50 scrutins ont été organisés dans les différents pays européens au sujet de l'Union européenne. Et pourtant, les six membres fondateurs de la Communauté de 1957 n'ont jamais consulté leurs peuples au sujet de la construction européenne, sauf la Grande-Bretagne, qui l'a fait, avec succès, dix-huit ans plus tard, en 1975. En 2005, 48 ans après la fondation, la France a demandé à ses citoyens s'ils acceptaient la Constitution européenne. Ils l'ont refusée, comme l'ont fait par la suite les Hollandais en 2006 et enfin les Irlandais en 2008. En raison de leur système de démocratie directe, les Suisses, tout comme les Danois, sont les mieux informés sur les affaires européennes. Examinons maintenant pourquoi la majorité des électeurs suisses refusent d'entrer dans cette UE.

Une société éprise de paix et adversaire résolue de la violence physique

Abstraction faite de ce que nous venons de dire, aucune vision claire ne se dégage des déclarations, accords et évolutions que nous avons vus jusqu'ici. Rien, dans les domaines social, politique, économique ou financier, n'incite les Suisses à entrer dans l'Union; bien au contraire, on leur demanderait de contribuer largement à remplir les caisses de l'UE.

Le chancelier *Helmut Kohl,* pour qui j'ai travaillé en qualité de membre du comité stratégique industriel pour l'Allemagne, m'a honoré en Suisse d'une visite privée. Au cours de cette visite il m'a dit: «Nicolas Hayek, vous jouissez de quelque crédit auprès du peuple suisse. Pourquoi ne nous aidez-vous pas à le convaincre de rejoindre l'UE?» Ce à quoi j'ai répondu: «Monsieur le Chancelier, pourquoi est-ce si important pour l'UE d'avoir à son bord cette petite Suisse de sept millions et demi d'habitants?» Sa réponse a fusé sans hésitation, comme une balle: «Parce que vous avez énormément d'argent et nous des projets pour en faire bon usage.»

La culture, la mentalité et l'éducation suisses jouent un rôle très important dans la réaction naturelle face à l'UE que nous observons aujourd'hui. La société suisse méprise complètement le pouvoir et la violence, même exercée par le pouvoir. C'est une société qui aime par-dessus tout la paix et qui est complètement opposée à toute violence physique. On y tolère mal, par exemple, la concentration d'un trop grand pouvoir entre les mains d'une seule personne ou d'un seul parti. *Christoph Blocher,* de l'«Union démocratique du centre» en est sans doute le dernier exemple et le plus évident. Son parti compte le plus grand nombre d'électeurs en Suisse. Ses qualités de conseiller fédéral lui sont largement reconnues mais, en essayant d'accumuler trop de pouvoir individuel, il a – lors de sa réélection – signé son échec au Conseil national (Chambre du peuple) et au Conseil des Etats (Chambre des cantons).

La liberté individuelle l'emporte sur celle de l'Etat

La liberté et la liberté individuelle pour chacun sont gravées dans l'âme suisse depuis les origines du pays au XIIIe siècle, bien avant que la Révolution française ne les mette au premier plan. La liberté individuelle du citoyen est souvent plus importante que celle de l'Etat. Pour être plus clair: l'Etat doit être au service du citoyen, et non le citoyen au service de l'Etat. La liberté est partie intégrante des principes les plus chers aux Suisses.

Ce n'est pas un hasard si *Voltaire* et bien d'autres ont cherché refuge en Suisse, pour pouvoir écrire et parler librement. C'est sans doute la base de sa vieille tradition de terre d'asile politique et financière (notamment le secret bancaire), un droit auquel les Suisses tiennent tant.

Il ne faut pas oublier non plus que le fondateur de la Croix-Rouge est également un Suisse. *Henri Dunant* n'avait pu supporter ce qu'il avait vu sur les champs de bataille de Solférino en Italie à la fin du XIXe siècle. La Croix-Rouge est une création suisse typique, et c'est à la neutralité universellement reconnue de la Suisse qu'elle a dû son influence considérable. Plus encore: on reconnaît aussi que la Suisse est parfaitement démocratique et respecte les droits humains.

Je me permets aussi de vous rappeler que cette minuscule Suisse représente un pouvoir industriel considérable et dispose d'une des monnaies les plus fortes au monde. C'est aussi une puissance financière, appelée selon toute vraisemblance à le rester aussi dans un proche avenir, même si les lois sur le secret bancaire devaient être substantiellement modifiées ou, dans le pire des cas, même abolies. Une monnaie forte et la stabilité politique, associées à un environnement neutre et profondément démocratique consolideront l'image d'asile sûr dont jouit une Suisse qui possède une industrie financière honnête, libérée de tout excès criminel.

De plus, le pays n'a jamais eu tendance à envahir des pays étrangers, ni en Afrique, ni en Asie, ni en Amérique du Sud ou ailleurs, pour y créer des colonies, au contraire de nombreux autres pays (pas uniquement européens). Ce ne sont pas seulement la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et le Portugal, mais aussi la Hollande et la Belgique qui ont été des puissances coloniales et ont occupé des pays lointains pendant de longues années. Les Suisses n'ont jamais jugé souhaitable de posséder des colonies, entre autres parce que la société suisse et sa mentalité propre professent par principe un respect authentique pour les droits humains, pour l'intégrité et la souveraineté des personnes et des communautés dans le monde entier. Les anciennes puissances coloniales ont certes aussi respecté les droits humains, mais elles ont à cette époque considéré les colonies sous un autre angle.

C'est la raison pour laquelle la Suisse, créditée d'un tel respect, bénéficie dans les nouveaux pays émergents d'une image positive. Cela nous mène à notre genre de démocratie. Même si notre culture recoupe largement celle de nos voisins et parents en France, Allemagne, Autriche et Italie (il n'est sans doute pas un Suisse qui n'ait des parents dans le reste de l'Europe), sans être tout à fait la même, la Suisse est neutre depuis 1815 et ne fait partie ni de l'OTAN ni d'aucune autre alliance militaire.

Les impôts doivent être fixés ou approuvés par le contribuable lui-même

La Suisse fait partie du très petit nombre de pays qui ont pu intégrer les minorités sans restriction ni compromis, en leur laissant exactement les mêmes droits et les mêmes opportunités. Prenons par exemple le Tessin, la région italophone de la Suisse, et voyons combien des conseillers fédéraux sont issus de ce canton; ce nombre vous étonnera. Sans exagération, nous pourrions probablement affirmer qu'en Suisse les minorités ont à l'heure actuelle, souvent plus de droits que la majorité. Nous sommes inclinés à parler de discrimination positive.

Un autre trait de la société suisse est son désintérêt pour le culte de la personnalité; les Suisses n'éprouvent pas le besoin de monter en épingle un politicien, d'avoir un conseiller ou une conseillère fédéral extraordinaire. Les personnalités trop fortes semblent suspectes. Les Suisses choisissent d'élire des citoyens intelligents, expérimentés et efficaces, à même de remplir leur charge aussi honnêtement que possible, qui utilisent avec prudence l'argent des contribuables. C'est pourquoi nos impôts sont en général plus bas que dans la plupart des pays voisins, bien que nous investissions autant, ou même davantage, dans nos institutions sociales et nos infrastructures que nos voisins. Les Suisses font usage de leur droit de vote démocratique pour toutes les décisions importantes au niveau communal, cantonal

Suite page 3

«La société suisse méprise…»
suite de la page 2

ou national. C'est cela la démocratie directe. Les impôts doivent être fixés ou approuvés par le contribuable lui-même. En ce qui concerne le budget par exemple, nous disposons d'un système de contrôle qui fonctionne assez bien, même si l'on ne peut pas dire que rien n'échappe au contrôle ou qu'il n'y a aucun gaspillage. Nous aussi avons des problèmes de cet ordre.

Les membres du Gouvernement suisse administrent l'argent public comme leur propre bien

Durant toute ma vie professionnelle j'ai critiqué ouvertement certains aspects destructeurs et/ou illégaux du système bancaire et financier. Je les ai aussi critiqués régulièrement dans mes discours et les interviews que j'ai données, en Suisse et à l'étranger. Je suis l'un de ces Suisses qui ont conservé une saine méfiance à l'égard d'une grande partie de l'économie financière mondiale en général et bien sûr tout spécialement de celle qui a cours aux USA, en Grande-Bretagne et en Suisse.

Il est certes nombre de Suisses qui n'ont pas de grands scrupules à ne pas déclarer leur revenu imposable dans leurs moindres détails. Ils auraient plutôt tendance à considérer cela comme un délit mineur. Les membres du gouvernement suisse, je le répète, administrent en moyenne l'argent public comme le leur propre, ils en sont économes. Les Suisses n'appréciaient pas du tout les excès hypocrites des baillis et gouverneurs qui durant des siècles n'ont songé qu'à tirer, par le biais de l'impôt et y compris par la force des armes, un maximum d'argent de leurs sujets pour l'employer ensuite à des entreprises contraires aux intérêts de ces derniers. Je pense par exemple à *Guillaume Tell*, le héros national suisse éponyme du drame de l'Allemand *Frédéric Schiller.*

Et c'est pourquoi une déclaration, disons: «oubliée», a été considérée comme une illégalité relativement mineure, personne n'ayant soupçonné qu'il pouvait s'agir d'un grave délit, comme cela s'est produit récemment pour au moins une grande banque suisse. La Suisse – ou du moins quelques fonctionnaires suisses – affirme toutefois que les fraudes fiscales imputables aux citoyens helvétiques sont, en pourcentage, les moins élevées de tous les pays industrialisés.

Le gouvernement suisse est un des plus stables au monde

Tous les Suisses estiment bien sûr que toute fraude fiscale, même si les données ont été oubliées «pour des raisons de commodité» doit être punie. D'autre part la peine doit être cohérente, proportionnée au «crime» et ne pas être abusive et prendre des proportions qu'elle ne mérite pas.

Cet aspect est en ce moment, nous le savons tous, objet de vives controverses. Protéger la sphère privée d'une curiosité sans limites de la part de l'Etat est un bien légitime que les Suisses considèrent comme un bien précieux, et ils ne sont pas les seuls. Ces derniers temps, d'autres pays européens se sont rangés aux côtés de la Suisse dans ce combat.

Lors de la conférence de presse sur le thème «Lorsque la taille des banques devient un problème pour le pays tout entier», septembre 2009. (photo reuters)

Non seulement la Suisse ignore le culte de la personne au sujet des membres du Gouvernement, mais le gouvernement suisse n'accorde aucune médaille ou autre décoration pour récompenser des prouesses particulières de ses citoyens. Ce qui n'empêche pas des citoyens suisses d'être fiers de distinctions à eux conférées par d'autres gouvernements.

Le gouvernement suisse est l'un des plus stables au monde. Pratiquement tous les partis y collaborent, ce qui explique que la population suisse l'accepte volontiers.

Les membres du Gouvernement travaillent de concert et même lorsqu'il y a conflit et des approches divergentes, leur capacité à trouver un accord, un compromis, est remarquable; nous appelons cela «concordance». Cela ne marche pas toujours comme on le souhaiterait, mais on finit toujours par trouver une solution, qui fait consensus démocratiquement, bien que parfois peut-être un peu à contrecœur. Les décisions du peuple sont respectées par tous, je le répète, par tous, y compris par le Conseiller fédéral ou le Président le plus suffisant.

La monnaie suisse est remarquablement forte. La Suisse, en matière d'argent, applique une discipline stricte qui a fait du franc suisse l'une des deux ou trois devises les plus stables au monde, et même celle qui à l'époque moderne a joui de la plus grande et de la plus longue stabilité.

Nous nous sentons tous très égaux

Ajoutez à cela un talent étonnant pour négocier et trouver un compromis. Cette aptitude à trouver des compromis acceptables pour tous sans nous livrer de conflits internes est l'une des raisons fondamentales de la stabilité de notre système politique et social. Comme je le mentionnais précédemment, ce comportement se manifeste clairement dans notre système dit de concordance. Ou dans les relations avec les syndicats, avec lesquels nous avons conclu un accord qui permet pratiquement d'éviter les grèves, destructrices pour l'économie et gênantes pour la population. C'est une expérience étonnante que la participation à des négociations dures, où les positions de départ sont à des lieues les unes des autres. Et pourtant, au bout de quelques semaines ou mois de discussions, tous sont plus ou moins heureux mais d'accord.

Cela nous permet de jouir d'un revenu par tête plus important que dans la majorité des autres pays et d'un niveau de vie élevé pour presque tous, ce qui crée des ponts entre tous les niveaux de la société suisse. D'ailleurs ces niveaux existent-ils? C'est étonnant, mais il n'y a pas de prolétariat en Suisse, pas de grandes différences sociales entre les gens, quelle que soit la hauteur de nos revenus nous nous sentons tous très égaux et nous considérons comme des membres à part entière de notre société. Beaucoup de jeunes gens peuvent trouver cela ennuyeux, mais pour la stabilité et la santé de la nation il est important de savoir qu'en définitive il est inutile de recourir à la violence pour trouver une solution acceptable.

Les Suisses sont plus ouverts au reste du monde que la plupart des citoyens d'autres nations. En raison de leur éducation, de leur culture, de leur plurilinguisme fréquent et aussi de la petite taille de leur pays, une grande majorité de Suisses voyagent au loin et connaissent très bien le reste du monde. Leur excellent comportement à l'étranger leur vaut un grand respect, de même que leur mentalité et la qualité de leur travail et de leurs produits.

L'extrême solidité de la formation professionnelle, leurs universités, écoles d'ingénieurs et autres techniciens, qui reposent sur la solidarité avec l'industrie et entre les générations, le remarquable savoir-faire de leurs artisans d'art, joints à une technologie moderne et à un grand sens de la beauté et de la qualité sont uniques au monde.

Protection sociale à tous les niveaux

Peu de pays peuvent se targuer de posséder un tel système. En Suisse les structures sociales ont presque atteint la perfection – sur de longues années et dans tous les domaines économiques, du forgeron au plombier, du menuisier au cuisinier et au pâtissier, tous sont réputés pour la «qualité suisse» de leur travail. Les universités suisses comptent parmi les meilleures au monde: les Ecoles polytechniques fédérales de Zurich et Lausanne ainsi que les universités de Berne, Bâle, Genève et Lausanne (siège de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe), Neuchâtel, Fribourg, Lugano, Zurich etc. La Suisse compte aussi l'un des plus grands nombres de Prix Nobel, rapporté à sa population.

En outre l'armée suisse pratique le système de la milice, un principe également appliqué en politique: dans quelques petits cantons, un fonctionnaire a un travail à temps partiel qu'il exerce durant les temps libres du Ministre en poste. Et, chose étonnante, un membre de l'armée a le droit de conserver chez lui son arme de service. Cela renforce le sentiment de sécurité du peuple suisse et ses liens avec son armée. Le droit de conserver son arme à son domicile fait toutefois débat à l'heure actuelle, et les choses pourraient bientôt changer. Nous verrons.

La Suisse est une communauté très moderne et, dans presque tous les coins de son territoire montagneux, on retrouve les mêmes infrastructures modernes que partout ailleurs. La protection sociale est présente à tous les niveaux, et les assurances maladie et invalidité sont parmi les plus efficaces au monde.

Puisque je parle des infrastructures suisses, je ne saurais oublier ses hôpitaux hautement réputés, ses trains presque toujours à l'heure, et ses centres de recherche et de développement de haut niveau, véritables temples de la science. Il me faut encore ajouter la propreté de l'environnement, preuve que les Suisses ont le plus grand respect pour l'écologie, la beauté des paysages et notre Mère Nature.

La Suisse compte le plus haut pourcentage d'étrangers

Toutes ces raisons, ajoutées à l'absolue neutralité de la Suisse, ont conduit les Nations Unies ainsi qu'un grand nombre d'organisations internationales à établir leur siège en Suisse. Le Comité international olympique, la FIFA, la Fédération internationale d'aviron, le CICR, le centre de recherche nucléaire du CERN et bien d'autres ont choisi la neutralité et la sécurité que la Suisse leur offre pour y installer leur quartier général, tout comme les quelque 1,6 million d'étrangers qui vivent ici heureux et en paix.

La Suisse compte l'un des pourcentages d'étrangers les plus, si ce n'est le plus élevé. Plus d'un habitant sur cinq est étranger, européen en majorité. Ce pourcentage est en hausse constante, pour une grande part sans doute en raison de la qualité de la vie et du niveau de vie élevé. Encore n'inclut-il pas les nombreux «frontaliers», qui franchissent chaque jour les frontières française, allemande, autrichienne et italienne pour venir travailler en Suisse.

La Suisse a été crée au XIIIe siècle par la réunion de trois cantons, auxquels sont venus s'ajouter au fil du temps 23 autres. Pendant des siècles, ils ont maintenu une souveraineté forte au niveau cantonal. Comme vous le savez, le gouvernement suisse a peu de pouvoir, comparé à d'autres pays, même si la politique étrangère, de défense, les infrastructures et d'autres domaines importants de notre vie sont de son ressort. Mais les Suisses n'apprécient pas un pouvoir central trop fort et encore moins s'il siège à Bruxelles, qui est perçue, justement, comme une institution qui cherche constamment à accroître son pouvoir et son influence.

Trouver un compromis constructif

Nous autres Suisses, comme tous les êtres humains, avons de nombreux points faibles et bien sûr nous faisons des erreurs. Mais nous n'avons pas besoin, ni le temps, d'en parler ici. Car, au final, elles ne pèsent pas vraiment sur notre processus de décision vis-à-vis de l'Europe – et ne détruisent pas non plus l'image dynamique de la Suisse. On la considère comme une véritable perle.

Nous intégrer corps et âme à l'UE risquerait de détruire en grande partie cette perle. Ce ne serait ni dans l'intérêt de la Suisse ni dans celui des peuples d'Europe, encore moins dans celui du reste du monde. La Suisse est sans aucun doute européenne, elle se trouve au cœur même de l'Europe, et personne, même pas les Suisses eux-mêmes, ne peut nous arracher de ce merveilleux, de ce splendide continent. C'est pourquoi le commerce entre la Suisse et l'Europe est d'une importance capitale. Nous achetons plus de biens à l'Europe que nous ne lui en vendons, mais les importations autant que les exportations sont considérables et absolument vitales, comme vous le savez tous. Ce serait une grosse erreur si l'un des deux partenaires essayait d'exercer un chantage portant sur cet échange économique très positif.

Vos Excellences, Mesdames, Messieurs, voilà, présenté avec franchise et honnêteté – même si je dois avouer qu'il est unilatéral et peut-être trop positif – le point de vue d'un Suisse moyen et d'un Européen motivé.

Maintenant dites-moi, si vous étiez Suisses, seriez-vous tentés d'intégrer l'UE aujourd'hui? Je soupçonne même fortement qu'après avoir écouté mon discours, vous refuseriez sans doute d'accepter la Suisse dans l'UE si elle souhaitait elle-même en devenir membre à part entière. Mais restons ouvert au dialogue. Rappelez-vous: Il est toujours possible de trouver un compromis constructif. •

Source: La version originale en anglais se trouve sur le site *www.swatchgroup.ch*.
(Traduction *Michèle Mialane, www.tlaxcala.es,* révisé par *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2010 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Désaccords à propos du traitement de la crise de l'euro?

Le fossé entre la politique allemande et les principes de la Loi fondamentale est devenu évident

*par Jochen Scholz**

Avant la chute du Mur de Berlin déjà, la classe politique de la République fédérale s'était comportée parfois de manière particulièrement créative à l'égard de la vérité. Elle avait essayé de dissimuler un certain nombre de choses et en ce qui concerne l'assassinat de personnes publiques et nous sommes encore en plein brouillard dans plusieurs cas (p. ex. affaires *Heinz-Herbert Karry, Uwe Barschel, Detlev Karsten Rohwedder, Alfred Herrhausen*).

Le «tournant» de 1989–90 a été considéré par le capital allemand comme une rupture libératrice car la prise en considération de l'intérêt général – imposée par l'existence des Etats du «socialisme réel» – qui avait un effet modérateur sur la recherche du profit, semblait être devenue superflue au bout de 40 ans. Depuis cette époque, il y a un domaine dans lequel on ment avec une effronterie sans précédent: la justification des interventions de la Bundeswehr à l'étranger. Voici comment on y est arrivé.

Après qu'eurent disparu les entraves imposées par les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale et que l'Allemagne eut retrouvé sa totale souveraineté, l'élite fortunée autoproclamée de ce pays a voulu redonner sans complexes aux forces armées leur rôle traditionnel consistant à défendre ses intérêts économiques. Après tout, la classe dominante des alliés de l'OTAN et de l'UE avait donné l'exemple sans interruption de 1945 à 1990. Quand on considère l'évolution des 20 dernières années, on peut dire à bon droit que c'était sous les regards envieux de leur pendant allemand auquel elle avait coupé les ailes pendant 40 ans.

Quartier des banques de Francfort. (photo reuters)

A cela se sont ajoutées les pressions exercées par le commandement de l'OTAN présentées sous l'euphémisme de «Partenariat pour la Paix». Ainsi, juste après la chute du Mur, le haut commandement de la Bundeswehr et les hauts responsables du ministère de la Défense se sont mis à réfléchir intensément à de nouvelles tâches pour l'armée qui était auparavant destinée à empêcher la guerre et qui venait si subitement de perdre son ennemi. Le résultat a été la rédaction des premiers *Principes directeurs de la politique de défense* de 1992 dont les réflexions principales sur la défense militaire des intérêts économiques reposent essentiellement sur un document du futur inspecteur général et président de la *Commission militaire de l'OTAN Klaus Naumann.*

Dès lors, il s'est agi de faire franchir à ce projet l'obstacle que la Loi fondamentale dressait contre ces ambitions de politique de suprématie, constitution qui, contrairement à celles des autres alliés, réduisait strictement le rôle de l'armée à la défense du pays. Le journaliste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* spécialiste de politique de sécurité, *Karl Feldmeyer,* a écrit ce qui suit au sujet de cette particularité allemande dans le contexte de la guerre en Irak et des pressions exercées par les Etats-Unis sur le gouvernement allemand: «Ce qu'ailleurs on considère peut-être comme une ‹intervention préventive› peut apparaître comme une agression aux yeux des Allemands et c'est interdit par la Charte des Nations unies et la Loi fondamentale. […] Les Allemands n'ont pas à s'excuser de cette attitude, et surtout pas auprès de leurs alliés qui furent autrefois victimes d'agressions allemandes.» (23/11/2002)

Ce qui vient encore aggraver les choses est le fait que la population a manifestement tiré les leçons des ruptures de notre histoire: une majorité sans cesse croissante d'Allemands critiquent les engagements de la Bundeswehr, et même y sont totalement opposés, car ils sont contraires à l'esprit et à la lettre de la Loi fondamentale.

Le dilemme, pour la classe politique, était évident. Ici les pressions du capital qui veut optimiser ses conditions d'exploitation, le cas échéant à l'aide de l'armée, et là les dispositions contraires de la Loi fondamentale qui, dans son article 20, interdit toute action politique contraire au droit. La solution a vite été trouvée, grâce à un procédé tactique des chefs militaires: *dissimuler et tromper*.

Tout d'abord, on a préparé petit à petit l'opinion au changement avec des interventions sous mandat de l'ONU. Après la participation de la marine à l'embargo contre la Yougoslavie dans l'Adriatique (1992), l'hôpital de campagne au Cambodge (1992), l'envoi d'une brigade logistique en Somalie (1993), la participation à la guerre aérienne contre la Bosnie avec des avions de reconnaissance Tornado (1995), la participation à la troupe d'occupation *Sfor/Ifor* en Bosnie-Herzégovine à la suite de l'accord de Dayton (1996), le terrain était préparé. La dernière étape de la dislocation de ce qui restait de la Yougoslavie, déjà très amoindrie, allait être plus difficile à réaliser. En effet, le détachement du Kosovo de la Serbie à l'aide des bombardements de 1999 a eu lieu en violation de la Charte des Nations unies mais elle était une condition nécessaire de l'élargissement à l'Est de l'UE et de l'OTAN.

Comme le peuple n'est pas favorable aux violations du droit international, le gouvernement fédéral rouge-vert, avec l'aide des médias dominants, a fait passer l'agression pour une «intervention humanitaire» visant à éviter un génocide. Les citoyens ne pouvaient pas s'y opposer. En effet, la Commission de la défense, la Commission des affaires étrangères et les directions des groupes parlementaires gardèrent le silence sur les appréciations de la situation des ministères compétents qui, jusqu'au début de la guerre, présentèrent comme une guerre civile les affrontements violents entre les forces de sécurité serbes et les rebelles kosovars où les deux camps commirent les mêmes horreurs.

Plus tard, les justifications des prolongations de mandats pour les interventions en Afghanistan obéirent au même procédé de tromperie qui s'était révélé efficace, mais à une différence importante près: son efficacité diminue considérablement. Maintenant, environ deux tiers des Allemands demandent que cesse l'intervention allemande dans l'Hindu Kuch.

L'interview de *Köhler* à son retour d'une visite aux troupes à Kunduz a menacé de faire s'écrouler le château de cartes des mensonges pour le tiers restant bien que le *Deutschlandfunk* ait fait tout son possible pour couper les passages décisifs. Certes, le Président de la RFA n'avait fait que répéter ce qui figurait dans tous les documents stratégiques de l'Allemagne, de l'OTAN et de l'UE mais c'est justement ce que ses opposants au sein de l'actuel et du précédent gouvernement ont considéré comme une grave erreur. En effet, les stratèges du mensonge comptent sur le fait que peu de personnes prennent la peine de jeter un coup d'œil dans les livres blancs, les principes directeurs de la politique de défense ou les documents de l'Alliance. En conséquence, leurs tentatives de sauvetage donnèrent l'impression, dans les jours qui suivirent, qu'on avait, le 23 mai 2009, confirmé un débile dans ses fonctions. Voici ce que déclarait *Rupert Polenz* (CDU) le 27 mai dernier au *Deutschlandfunk*: «Je crois qu'ici, le Président s'est exprimé de manière équivoque.»

Suite page 5

* *Jochen Scholz* est lieutenant-colonel à la retraite de la Bundeswehr. Après des études d'histoire et de politique, il embrassa la carrière militaire. De 1962 à 2000, il fut officier de l'armée de l'air. Durant cette période, il représenta pendant 12 ans l'Allemagne au sein de commissions politiques de l'OTAN et pendant 6 ans aux états-majors multinationaux de l'Alliance. En outre, il fut 6 ans collaborateur du ministère allemand de la Défense.

Les Etats membres de l'OTAN envisagent-ils un changement de cap?

La contribution des citoyens à la recherche de solutions constructives est un acte démocratique

par Karl Müller

Les réactions des gouvernements des Etats membres de l'OTAN aux crises mondiales et à celles qui surviennent au sein de leurs Etats ont permis de découvrir que la politique de ces gouvernements ne forme pas un bloc d'airain. Dans la recherche d'une nouvelle politique, il existe de grandes divergences de vues entre ces gouvernements et même en leur sein et dans leur entourage.

Ces divergences se manifestent par exemple:

- dans des controverses sur la politique budgétaire, sur la régulation de la finance ou sur la réduction des dettes publiques, qui se sont manifestées ouvertement pendant la phase préparatoire du G20 de Toronto.
- dans des controverses au sujet de la politique à mener en Afghanistan,
- dans des controverses fondamentales sur la politique future de l'OTAN imposée par la nécessité de faire des économies.

La démission de l'ancien Président de la République fédérale d'Allemagne *Horst Köhler* et le licenciement du commandant en chef de la *Force internationale d'assistance et de sécurité* (FIAS) en Afghanistan *Stanley A. McCrystal* en constituent deux signes révélateurs parmi beaucoup d'autres. Les controverses au sein de la classe politique dont font état les médias, ne sont pas du vent. Elles reposent sans doute sur des analyses, des conceptions et des idéologies divergentes ainsi que sur des convoitises matérielles.

Où ces controverses nous mèneront-elles? La pire des choses serait l'escalade de conflits entre des Etats ou des régimes dictatoriaux au sein des Etats.

Mais ce n'est pas une loi de l'histoire et la question de savoir si ceux qui n'ont pas de meilleures idées choisiront cette solution dépend surtout de ce que la majorité des citoyens feront.

Car les incertitudes, les divergences de vues et les controverses au sein de la classe politique offrent aussi une marge de manœuvre – ce qui est le propre d'une démocratie – pour donner plus de poids à la voix de la raison et de l'humanité.

La condition en est que l'on ne laisse plus les think tanks s'exprimer et formuler des idées de politiques futures. La société civile, c'est-à-dire les citoyens et les citoyennes responsables ont la possibilité et le devoir de s'intéresser aux problèmes mondiaux, de réfléchir à des solutions pour sortir de la crise et de se réunir dans ce but, même publiquement.

Il ne sera si difficile de rester ferme.

Intéressons-nous à ceux qui:

- souhaitent sérieusement que l'on régule de manière judicieuse les marchés financiers déchaînés;
- tentent de faire quelque chose contre le chômage massif et veulent donner à chacun un travail digne;
- veulent donner une forme plus sociale à la politique et réduire le clivage entre les pauvres et les riches afin d'éliminer la pauvreté et la détresse, et cela dans leur propre pays et dans le monde entier;
- luttent pour que les hommes puissent déterminer leur destin dans la liberté et l'égalité;
- s'engagent en faveur d'une éducation plus humaniste;
- misent non pas sur la poursuite de la guerre en Afghanistan mais sur des négociations;
- cherchent à renforcer les ponts entre les hommes et les peuples partout dans le monde et luttent pour faire respecter le droit international et les droits humains.

Et si nous découvrons qu'il existe des interlocuteurs valables au sein de la classe politique, ne jouons pas la carte d'une opposition fondamentale. Il vaut sans doute beaucoup mieux analyser les différents points de vue présents au sein de la classe politique et d'accorder plus de poids, et un poids plus durable, à ceux qui prennent davantage en compte les intérêts de l'ensemble des citoyens.

Les citoyens qui mènent ce dialogue de manière objective œuvrent en faveur de davantage de démocratie dans ce pays: politiquement, socialement, économiquement. On se rend de plus en plus compte qu'au cours des 20 dernières années, nous avons été confrontés à un mélange de mondialisation radicale et capitaliste d'une part et internationaliste de l'autre part, de libre circulation des capitaux, de marchés financiers déchaînés, d'injustice sociale, de guerres, de désorientation éthique, d'avilissement intentionnel des jeunes et de perte croissante de liberté et de démocratie. Les démarches entreprises pour améliorer la situation dans l'un ou l'autre de ces domaines feront que la raison aura de nouveau une chance de s'imposer dans tous les domaines. •

«Désaccords à propos du …»
suite de la page 4

Cependant, ceux qui croient qu'Horst Köhler a démissionné à cause des critiques venues de son propre camp pris de panique devraient être plus prudents dorénavant. En effet, son langage corporel lors de sa conférence de presse indiquait plutôt que sa décision était l'aboutissement d'une longue évolution.

N'oublions pas, au vu de la situation actuelle de la zone euro, que le spécialiste en matière de finances *Hans Tietmeyer* a été, entre 1990 et 1993, le secrétaire d'Etat du ministre des Finances *Theo Waigel*. A ce titre, il a, malgré une opposition française véhémente, contribué à deux changements décisifs qui imposèrent à l'Union européenne la politique monétaire de la *Bundesbank:* le *Traité de Maastricht* et l'*Union monétaire européenne.* Les dernières décisions du Sommet de l'UE des 8 et 9 mai, influencées par la France et l'Italie, la mise en place du plan de sauvetage de 750 milliards d'euros et la décision de faire monétiser les dettes publiques par la BCE, contre la volonté du directeur de la Bundesbank *Axel Weber,* ont programmé des troubles qui pourraient être déclenchés par les coupes budgétaires décidées par le gouvernement fédéral le 7 juin et également par les plaintes déposées devant la Cour constitutionnelle fédérale, celle de *Wilhelm Hankel, Karl Albrecht Schachtschneider, Wilhelm Nölling* et *Joachim Starbatty* contre l'aide financière accordée à la Grèce et celle de *Peter Gauweiler* contre la *Loi sur la stabilisation de l'euro* [«Gesetz zur Übernahme von Gewährleistungen im Rahmen eines europäischen Stabilisierungsmechanismus»].

Dans ce contexte, il convient de se rappeler trois choses. Premièrement, le Président avait refusé plusieurs fois de signer des lois non conformes à la Constitution. Au cours des dernières années, la *Cour constitutionnelle fédérale* a repoussé un certain nombre de lois non conformes à la Constitution. Deuxièmement, Gauweiler fonde sa plainte sur l'arrêt de ladite Cour du 30 juin 2009 contre le *Traité de Lisbonne*, arrêt qui, selon le constitutionnaliste de Bonn *Christian Hillgruber,* fixe des limites à la «dénationalisation de la République fédérale d'Allemagne». Troisièmement, Köhler a tenu, à l'occasion de l'entrée en fonctions du nouveau président de la *Cour constitutionnelle fédérale*, le 14 mai dernier, un discours remarquable que l'on peut tout à fait interpréter comme un avertissement à la Chancelière, qui était présente. Il y faisait allusion, en rapport avec la situation actuelle de la Grèce, à l'*arrêt Brokdorf* sur la liberté de rassemblement, qui remonte à 25 ans. «Derrière la décision, il y avait une aggravation du choc des opinions politiques que de nombreux observateurs considérèrent comme caractéristique d'une crise. Des centaines de milliers de citoyens qui s'opposaient à la décision – prise démocratiquement – en faveur de l'utilisation pacifique de l'énergie atomique manifestèrent sur le chantier de la centrale de Brokdorf et il y eut des débordements violents.» Ensuite le Président cita un passage des attendus de l'arrêt qui lui avait particulièrement plu: «D'importantes associations, de riches donateurs ou des médias peuvent exercer une influence considérable alors que le citoyen se sent assez impuissant. Dans une société où l'accès direct aux médias et la possibilité de s'exprimer sont limités à un petit nombre d'individus, il ne reste à ceux-ci, en général, outre la participation aux activités des partis et des associations, que la possibilité d'exercer une influence collective en faisant usage de la liberté de rassemblement en organisant des manifestations. Le libre exercice de ce droit apporte non seulement un antidote au sentiment d'impuissance politique et à la dangereuse tendance à la rancœur contre l'Etat. Il est également dans l'intérêt général bien compris car il permet, dans le jeu des forces conduisant à la formation de la volonté politique, l'apparition d'une résultante relativement juste lorsque tous les vecteurs se sont développés avec assez de vigueur.»

Des divergences insurmontables sur le traitement de la crise de la zone euro entre le spécialiste et la Chancelière étaient-elles une raison suffisante pour démissionner? A-t-il été, à son retour d'Afghanistan, poussé de manière indue, voire contraint de signer les mesures de sauvetage décidées par l'UE? Il pourrait en avoir été tout autrement. Peut-être que Köhler avait un rôle à jouer dans la révolte – interne au parti – contre la présidente de la CDU. Ou s'agissait-il pour lui, à titre personnel, de lancer un signal fort afin de faire comprendre aux politiques qui l'entouraient la gravité de la situation? Peut-être avait-il dit trop clairement, lors de l'interview de *Focus* du 23 mars, qu'il existe, pour résoudre une crise d'endettement une autre solution que le sauvetage des banques, c'est-à-dire une déclaration d'insolvabilité de l'Etat, même si, en tant que chef du FMI, il avait déjà échoué avec cette proposition en 2002. Le mystère n'est pas encore éclairci. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Les USA en Afghanistan: Poursuite de la guerre ou retrait?

par Albert A. Stahel, Institut für Strategische Studien, Wädenswil

Dans ses discours à Westpoint et à Oslo, le président *Obama* avait annoncé que les effectifs des troupes américaines en Afghanistan seraient augmentés. C'en est fait maintenant. En août 2010 seront engagés dans ce pays 98 000 officiers et soldats américains. De plus, il y avait le 31 mars dernier 46 000 militaires de différents Etats faisant partie de l'OTAN ou non. Ainsi le commandement de la *Force internationale d'assistance et de sécurité (*FIAS) pourra disposer en septembre 2010 en Afghanistan de 150 000 militaires. Ce contingent est plus important que le fut celui de la 40e Armée de l'URSS en 1988 et, en ce qui concerne sa force de frappe, bien supérieur.

La *FIAS* a mené tant en 2009 qu'en 2010 dans les zones Est et Sud du commandement différentes opérations contre les rebelles. Le commandement Sud *(Regional Command South)* a mené en 2009 l'*Operation Moshtarak Phase 1.* Des troupes américaines et roumaines nettoyèrent la route principale menant à Kandahar. En février 2010, des troupes des Marines américaines attaquèrent lors de l'*Opération Moshtarak Phase 2* des points d'appuis des Talibans dans la province de Helmand (arrondissement de Nad Ali). Alors qu'en mars 2010 on avait annoncé que cette phase avait été terminée avec succès, on remarque de plus en plus clairement que les Talibans sont toujours présents dans la population des Pachtounes. Il est maintenant question de nettoyer la ville pachtoune de Kandahar lors d'une troisième phase de l'*Opération Moshtarak.*

Stratégie: renforcement ou retrait

En parallèle de l'annonce du renforcement des troupes américaines en Afghanistan et de l'intensification des combats contre les Talibans, le président Obama a fait entrevoir le retrait progressif des troupes américaines dès mi-2011. Certains alliés des Etats-Unis retirent déjà leurs troupes. Les Néerlandais auront retiré toutes leurs troupes d'Afghanistan d'ici à fin décembre 2010. Les Canadiens suivront en 2011. Il est prévu d'installer des troupes afghanes (ANA, *Afghan National Army*) en lieu et place des armées étrangères, la police afghane (ANP, *Afghan National Police*) devant prendre en main la responsabilité de la lutte contre les rebelles. Pour ce faire, on intensifie le recrutement et la formation de personnel. L'ANA qui dispose de 134 000 militaires jusqu'en octobre 2010, devra en compter 171 000 un an plus tard, équipés avec des armes de l'OTAN. De son côté, la police afghane (ANP) passera de 109 000 policiers actuellement à 134 000 en octobre 2011. Le but de cet accroissement considérable d'effectifs est de permettre un retrait en douceur des troupes américaines et de la FIAS. On se souvient en effet de la retraite des troupes soviétiques de l'Afghanistan en 1989. Toutefois, l'ANA ne jouira pas de la force de frappe qui fut celle du président afghan d'alors, *Naji-bullah,* fin des années quatre-vingt. L'ANA devra se passer d'armes lourdes, telle l'aviation. On ne veut pas inquiéter le Pakistan en mettant en place une armée afghane trop forte.

Quels sont les adversaires de la FIAS, de l'ANA et de l'ANP? Dans les deux rapports intitulés *Report on Progress Toward Security and Stability in Afghanistan* et *United States Plan for Sustaining the Afghanistan National Security Forces* d'avril 2010, il est question de trois groupes rebelles: *Quetta Shura Taliban* du *Mullah Omar*, *Hezb-e Islami Gulbuddin* (HIG) et *Haqqani Network* (HQN).[1] Le premier groupe opère dans le sud de l'Afghanistan (Helmand, Kandahar, Oruzgan), le deuxième dans le nord-est *(*Nangarhar, Laghman, Konar) et le troisième groupe dans l'est du pays (Khost*,* Paktia, Paktika). Suivant les rapports que l'on obtient, on estime la force de frappe de ces trois groupes entre 20 000 et 24 000 combattants bien formés. Il faut y ajouter des combattants qui viennent sporadiquement, étant peu payés. Ces contingents sont nettement inférieurs en effectifs à ceux des Mujaheddin, qui comptaient 150 000 hommes du temps de l'occupation soviétique.

Gisements de matières premières et de minéraux

On parle tout à coup, au milieu de ces plans stratégiques et de cette guerre, menée avec des avions de combat, des bombardiers et des drones – dont l'utilisation a été augmentée par Obama –, d'énormes gisements de matières premières et de minéraux qui se trouveraient en Afghanistan. On en estime la valeur de 1000 à 3000 milliards de dollars. Il semble que l'office américain *U.S. Geological Survey* ait actualisé les prospections d'alors des Soviétiques, et les ont publiées. En fait, il n'aurait pas été indispensable pour le Pentagone de s'étendre dans les médias sur ces données,[2] connues depuis longtemps. Alors on se demande ce que recherchent les Américains avec cette campagne médiatique. Veulent-ils calmer leur conscience, en évoquant cette richesse, au vu de leur retraite prochaine – les Afghans étant laissés à eux-mêmes – ou bien veulent-ils se garder la possibilité de rester avec leurs troupes dans le pays pour exploiter sans retenue cette richesse?

L'Afghanistan – une part du Grand Jeu dominateur des grandes puissances

On ne peut s'empêcher de penser que la guerre en Afghanistan n'est qu'une part du grand jeu dominateur des grandes puissances. Ce n'est pas par hasard que *Rudyard Kipling* a forgé le terme de *Great Game* (*Grand Jeu)* au début du XXe siècle, décrivant par là la lutte ouverte entre la Russie tsariste et l'Empire britannique pour la domination en Asie centrale. Cette même lutte pour les matières premières d'Asie centrale et d'Afghanistan est menée aujourd'hui entre les Etats-Unis, la Russie et la Chine. La guerre en Afghanistan n'est-elle qu'une manœuvre pour cacher ce Grand Jeu? Acteurs de ce jeu, les grandes puissances négligent totalement les victimes de cette tragédie, les Afghans. •

Source: *Institut für Strategische Studien* du 25/6/10 (Traduction *Horizons et débats*)

[1] *Report on Progress Toward Security and Stability in Afghanistan,* Report to Congress in accordance with section 1230 of the National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2008 (Public Law 110-181), as amended, and *United States Plan for Sustaining the Afghanistan National Security Forces,* Report to Congress in accordance with section 1231 of the National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2008 (Public Law 110-181, Washington DC), April 2010, p. 22.

[2] Risen, James (2010): In Afghan ground, a minerals jackpot. *International Herald Tribune,* du 15/6/10, p. 1/4.

«Dans l'économie de marché normale, si un prêteur consent un prêt qui tourne mal, il en subit les conséquences. L'emprunteur peut fort bien se déclarer en faillite: les pays ont des lois qui fixent les modalités du règlement de cette situation. C'est ainsi que sont censées fonctionner les économies de marché. En réalité, à de multiples reprises, le FMI a fourni des fonds aux Etats pour tirer d'affaire les créanciers occidentaux. Ceux-ci font donc l'hypothèse qu'il y aura, le cas échéant, une opération de sauvetage, et sont donc moins incités à examiner de près si les emprunteurs pourront rembourser. C'est le problème de l'‹aléa moral›, des effets pervers, bien connu dans la branche de l'assurance et désormais en économie. Quand on est assuré, on a moins de raisons de faire attention, d'être prudent. Une opération de sauvetage en cas de crise, c'est comme une assurance ‹gratuite›. Les prêteurs c'est comme une assurance ‹gratuite›. Les prêteurs mettent moins de soin à trier ceux qui sollicitent leurs prêts, puisqu'ils savent qu'en cas de problème ils seront renfloués.» (p. 321 sqq.)

«Et il y a un autre point essentiel: ce que la mondialisation fait à la démocratie. Telle qu'on l'a préconisée, la mondialisation paraît souvent remplacer les dictatures des élites nationales par la dictature de la finance internationale. Les pays s'entendent dire que, s'ils n'acceptent pas certaines conditions, les marchés des capitaux ou le FMI refuseront de leur prêter de l'argent. On les contraint – c'est le fond du problème – à abandonner leur souveraineté, à se laisser «discipliner» par les caprices des marchés financiers, dont ceux de spéculateurs qui ne pensent qu'au gain à court terme, pas à la croissance à long terme et à l'amélioration des niveaux de vie: ce sont ces marchés et ces spéculateurs qui dictent aux pays ce qu'ils doivent et ne doivent pas faire. Mais les pays ont de vrais choix à faire, c'est à eux de dire jusqu'à quel point ils acceptent de s'assujettir aux marchés des capitaux internationaux. Ceux qui – en Asie orientale, par exemple – ont évité les rigueurs du FMI ont obtenu une croissance plus rapide, davantage d'égalité et une plus forte réduction de la pauvreté que ceux qui ont obéi à ses ordres. Puisque des décisions différentes affectent différemment diverses catégories, il incombe au processus politique – et non aux bureaucrates internationaux – de choisir entre les options. Même si la croissance devait en souffrir, c'est un coût que beaucoup de pays en développement sont peut-être prêts à payer s'il leur permet de créer une société démocratique et équitable, tout comme de nombreuses sociétés actuelles jugent bon de sacrifier un peu de croissance pour un meilleur environnement. Tant que la mondialisation sera présentée comme elle l'a été, elle sera un asservissement. Il est donc naturel que certains lui résistent, notamment les asservis.» (p. 387 sqq.)

ISBN 978-2-253-15538-6

Source: Joseph E. Stiglitz, La Grande Désillusion, Fayard 2002

Ne le dites pas trop haut ...

L'Allemagne est bien la plus grande gagnante parmi ceux qui critiquent un paquet de sauvetage renforcé de la part de l'UE

par Jack Ewing, Francfort

Ne le dites pas trop fort, mais pour quelques entreprises européennes, la crise des dettes de l'Etat n'est pas si mauvaise – à condition que les turbulences ne conduisent pas à une destruction de la zone de l'euro, elle a quelques effets secondaires positifs entre autre une monnaie en baisse et des taux d'intérêts officiels extrêmement bas.

Siemens, une entreprise d'équipements électroniques et électrotechniques siégeant à Munich en est un exemple. Avec 18% de son chiffre d'affaires en Asie et d'autres 27% aux Etats-Unis, au Canada et en Amérique Latine, l'entreprise est bien lotie pour profiter d'une demande qui est en train de se redresser dans ces régions, pour les produits de *Siemens* tels que les trains à grande vitesse, les éoliennes et les installations d'entreprises.

En avril, pendant que les responsables politiques de l'Union européenne étaient préoccupés à endiguer la crise de dettes sur le continent, *Siemens* a corrigé à la hausse le pronostic de ses profits opératifs de 6,5 milliards d'euros à 7,5 voire 9,3 milliards d'euros. *Peter Y. Solmssen*, membre de la direction de *Siemens* et responsable des affaires américaines, a déclaré dans une interview le 18 juin: «On ne peut pas ignorer les problèmes de l'endettement de l'Etat, mais cela n'a pas affecté nos affaires».

Bien que les Allemands se plaignent haut et fort, de devoir soutenir la Grèce et d'autres pays surendettés au moyen d'un paquet d'aide, l'Allemagne est bien la plus grande gagnante de la crise financière et ceci sous forme de taux d'intérêts plus bas et d'un marché d'actions plus stable.

Le danger de la crise actuelle est qu'elle provoquera un plus grand écart entre le Sud de l'Europe pauvre et le Nord de l'Europe prospère, ce qui renforcera encore les tensions sur la question de savoir comment gérer l'économie de la zone-euro. Solmssen de *Siemens* et d'autres font remarquer qu'ils ne veulent certainement pas voir une dissolution de la zone-euro, car la monnaie unique simplifie la conclusion d'affaires.

Pour beaucoup d'entreprises en Europe, les problèmes d'endettement de la Grèce ou du Portugal sont à peine plus qu'une diversion. La Grèce, dont la contribution au produit national brut de la zone euro constitue 2,5%, ne représente pas, pour la plupart des groupes multinationaux, un marché significatif. Les turbulences des marchés d'obligations influencent à peine les affaires quotidiennes dans une région, dans laquelle les banques représentent encore la source de crédit la plus importante pour les petites entreprises. La plupart des dirigeants d'entreprises se soucient davantage des chiffres d'exportation européens, et ceux-ci se sont améliorés.

Ben Noteboom, Président de la direction de *Randstad*, une entreprise de travail temporaire domiciliée à Amsterdam, a déclaré: «Il existe une divergence considérable entre le monde financier et l'économie réelle.»

Certaines formes d'entreprises profitent même de la crise. Comme la *Banque centrale européenne* l'a constaté dans un rapport paru récemment, les hedge funds qui profitent de la fluctuation fragile du marché, ont récupéré la plupart de leurs pertes de la fin 2007.

Randstad est un autre exemple d'entreprise qui se permet de tirer profit de la crise, même si Noteboom ne l'exprime pas de cette manière. Noteboom a expliqué que bien que le chiffre d'affaires de *Randstad* soit fortement tombé lors du ralentissement de l'année dernière sur quelques marchés, la demande avait de nouveau fortement repris. Selon Noteboom, les entreprises ont plutôt tendance à embaucher des intérimaires dans les premières phases d'une reprise économique, lorsque les cadres supérieurs sont encore incertains au sujet de la force de l'économie.

Noteboom considère *Randstad* comme une sorte de baromètre indiquant dans quel sens l'ensemble de l'économie se développera. Si c'est le cas, les signes sont bons. Selon Noteboom, l'ensemble du marché du travail temporaire s'élève à 10% en Allemagne, en France, en Belgique et presque autant en Hollande. Même en Grèce, il a constaté une croissance, même si celle-ci reste à un niveau bas. Il a déclaré: «Je suis optimiste voire très optimiste.»

Cela n'aide pas d'être une banque pour profiter de la crise de l'endettement de l'Etat. Même les instituts financiers, qui ne possèdent pas de gros portefeuilles de titres de créance grecs ou portugais, devront faire face dans les années à venir à plus de surveillance étatique. Des analystes pensent que les régularisations pourraient mettre fin aux taux de profit à deux chiffres dont les banques se réjouissaient avant la crise financière.

Mieux vaut également que votre entreprise ait son siège dans un pays côtier de la mer Baltique plutôt qu'au bord de la Méditerranéenne. Les coûts de crédit ont dans les pays tels que l'Espagne augmenté rapidement parce que les taux d'intérêts que les entreprises paient pour les crédits sont liés étroitement à ceux que paient les gouvernements. C'est un autre inconvénient compétitif auquel les entreprises, qui effectuent leurs affaires dans les pays de ce qu'on appelle la périphérie, se voient confrontés.

Mais la crise a apporté à l'Allemagne et à d'autres pays du Nord de l'Europe des taux d'intérêts plus bas. Les obligations allemandes sont considérées comme refuge devant les troubles des marchés des créances d'Etat. Cela signifie que les entreprises allemandes paient aussi des primes de risques plus basses. Plus que les entreprises en Grèce et plus que d'autres aussi en France, les entreprises allemandes encaissent tout le profit des taux d'intérêts de référence historiquement bas de 1%.

La fête de l'argent bon marché durera probablement encore de nombreux mois. Beaucoup d'analystes n'attendent pas une augmentation des taux d'intérêts par la Banque centrale européenne BCE avant le milieu de l'année 2011, car la banque lutte pour faire face à la crise d'endettement. *Britta Weidenbach*, cadre dans le management de fonds pour les actions européennes chez *DWS*, la société de fonds du *groupe Deutsche Bank* à Francfort, a déclaré que «les attentes d'une augmentation des taux étaient toujours repoussées, cela a certainement un côté positif.»

L'index des actions à Francfort, le DAX 30 [les 30 plus grandes entreprises allemandes cotées en bourse] a augmenté cette année de 4,65%, plus que l'index français ou l'eurostoxx 50 [qui comprend les 50 plus grandes entreprises de la zone euro cotées en bourse]. Les profits reflètent la présence de *Siemens*, mais aussi de *MAN*, un fabricant de véhicules utilitaires, de la *Manufacture bavaroise de moteurs* – le fabricant des automobiles BMW ou de SAP, qui vend des logiciels à des entreprises pour le déroulement de procédés d'affaires. Eux tous ont profité du recul de 15% de l'euro par rapport au dollar cette année, par ce fait, les ventes aux Etats-Unis sont devenues plus profitables, si elles sont rechangées en euro.

La descente de l'euro a été déclenchée du fait des problèmes de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal qui profiteront pourtant également de celle-ci. Cependant, selon une analyse, ils ne tireront pas autant de profit que les pays du Nord. Des analystes du *Citigroup Global Markets* ont écrit dans un rapport la semaine dernière: «Nos économistes attendent pour les prochains trimestres et années, une performance économique réduite persistante de l'Europe du Sud en comparaison à l'Europe du Nord.»

A part l'Allemagne, les entreprises telles que le fabricant hollandais d'appareils électroniques *Philips* ou les firmes scandinaves comme *Volvo*, auquel appartient aussi le fabricant américain de véhicules utilitaires *Mack Trucks*, font partie des profiteurs de la demande venant de Chine et d'autres marchés émergents. Le groupe *Volvo,* qui est séparé du fabricant d'automobiles Volvo, a annoncé le 17 juin que les livraisons en mai étaient de 44% plus élevées qu'il y a un an.

Chez *Siemens*, le profit total de janvier jusqu'à fin mars a diminué de 4% et s'élevait à 18,2 milliards d'euros. Selon Solmssen il y a cependant des signes clairs de relance, entre autre de nouvelles commandes d'installations d'entreprises, une catégorie qui avait baissé pendant la récession.

Même la catastrophe pétrolière dans le Golfe du Mexique a un côté positif pour *Siemens*. La catastrophe de *BP* touche certes négativement les installations d'entreprises de *Siemens* relatives à l'industrie pétrolière. Toutefois, la perte pourrait être plus que compensée par la demande accrue de turbines à gaz, d'éoliennes et d'équipements qui rendent plus efficace le fonctionnement du réseau électrique. •

Source: *International Herald Tribune* du 21/6/10

© International Herald Tribune

(Traduction *Horizons et débats*)

La BRI exige davantage de capital propre pour les banques

La *Banque des règlements internationaux* (BRI) plaide en faveur d'une augmentation massive des capitaux propres pour les banques. Elle montre une tendance statistique claire: plus le quota des capitaux propres d'une banque était bas pendant les années de boom économique, d'autant plus élevées ont été les aides étatiques pendant la crise. Une augmentation des capitaux propres aurait pour effet de comprimer le rendement inscrit des capitaux propres, mais amènerait par contre, d'après la BRI, une baisse des variations de profit (ce qui réjouirait les actionnaires) ainsi qu'une stabilisation du secteur financier (ce qui serait souhaitable du point de vue de l'économie nationale).

Une baisse des rendements des capitaux propres, dont le niveau repose partiellement sur des garanties étatiques, aurait – selon le rapport de la BRI – l'effet de réduire les distorsions.

Source: Neue Zürcher Zeitung du 29/6/10

Courrier des lecteurs

«Dire sans équivoque ce qui se passe actuellement»

C'est avec grand intérêt que je lis chaque semaine votre hebdomadaire dont aucun exemplaire ne finit dans la corbeille à papier. Quand j'entre par hasard en conversation avec d'autres personnes, je leur passe toujours le journal quand les sujets de discussion y ont déjà été abordés. Trop de gens disent: «Je ne peux de toute façon rien faire.» Mais si, nous pouvons faire beaucoup si nous le voulons et y réfléchissons. Nous ne pouvons peut-être pas directement changer quelque chose mais nous pouvons peut-être faire réfléchir et activer les gens.

Chaque phrase de l'article du professeur *Albrecht Schachtschneider* dans l'édition n° 26 de votre journal a des effets en profondeur et l'on y dit sans équivoque ce qui se passe actuellement. Je veux offrir ce numéro à diverses personnes et les prier de le passer plus loin à d'autres. En principe, chaque citoyen responsable et intéressé devrait le recevoir pour apprendre enfin ce qui se joue dans les coulisses.

Un grand merci à vous et à vos auteurs pour votre travail indispensable et magnifique, qui en plus se fait presque entièrement à titre bénévole!

E.W., Mönchengladbach

Europäische Arbeitsgemeinschaft

Mut zur Ethik

Congrès «Mut zur Ethik»

du 3 au 5 septembre 2010 à Feldkirch, Autriche

Inscription et contact:

Bureau du congrès «Mut zur Ethik»

Case postale 756, CH-8044 Zurich

Tél.: +41 79 400 51 57

E-Mail: *mze@cyberlink.ch*

Politique des médias en Allemagne

Depuis l'unification de l'Allemagne en 1989, l'ensemble des médias ouest-allemands se déchaîne dans les régions de l'ex-RDA et propage son idéologie d'une manière presque intolérable pour les citoyens locaux, et cette agressivité et attitude humiliante à notre égard est dégradante. Je prends comme exemple la station de télévision du MDR [Mitteldeutscher Rundfunk], qui viole en permanence les normes internationales pour conserver son quota de citoyens payeurs.

Je tiens à mentionner que dans notre pays, qui, comme tout le monde le sait, n'existe plus, nous fêtions le 8 mars la Journée de la femme. Nous exprimions notre solidarité avec les femmes vivant dans des conditions de vie catastrophiques. Nous avons aussi oublié, la Journée internationale de l'enfant que nous fêtions le 1er juin, un jour qui était pour nous une véritable fête humanitaire pour préparer nos enfants à grandir dans une société d'adultes qui se sentait responsable de s'assurer que les enfants se développent dans un monde paisible, sans guerres meurtrières. Nous ressentons le besoin d'inviter les représentants du gouvernement allemand actuel à se libérer de l'emprise de ceux des citoyens dont l'avidité représente un véritable fléau pour l'humanité.

J'espère beaucoup que ces lignes ouvriront une discussion, une discussion qui ne soit surtout pas influencée par les modes de pensée des «experts» ouest-allemands.

Christine Donath, Schmölln/Thuringe

Le gouvernement allemand prévoit le démantèlement de grandes banques en difficulté

Le gouvernement fédéral allemand veut, si besoin est, pouvoir démanteler de grandes banques en difficulté et endiguer par une taxe obligatoire les opérations à risques des établissements bancaires. L'Etat doit pouvoir détacher d'importants secteurs d'une banque, également contre la volonté de l'établissement. Cela ressort d'un projet de loi de restructuration que l'Agence de presse allemande *dpa* avait en main le 28 juin à Berlin.

Ainsi seraient réglementés également les détails de la taxe obligatoire prévue pour tous les établissements de crédit d'Allemagne. Avec le produit de cette taxe on va créer un «fonds de restructuration». Le montant de la contribution annuelle dépendra du volume d'affaires, de la taille de l'établissement et de l'importance de ses liens avec les marchés des capitaux. On parle actuellement d'un produit annuel pouvant atteindre 1,2 milliard d'euros.

Cette loi a essentiellement pour but d'éviter que des banques soient insolvables et que l'Etat soit forcé de sauver des établissements d'importance systémique avec des fonds publics. Des banques importantes pour le système financier devraient être assainies très tôt.

Selon la loi, les établissements en crise pourraient d'abord résoudre leur problème eux-mêmes grâce à une «procédure d'assainissement». Suivrait une «procédure de réorganisation». Il serait possible de voter contre ses actionnaires s'ils s'opposent à une restructuration.

Pour contrer une menace systémique, les créances non garanties envers l'établissement pourraient être réduites avec le consentement des créanciers ou transformées en capital propre. Si les personnes concernées ne sont pas disposées à contribuer à la réorganisation ou si la procédure ne semble pas prometteuse, l'autorité de surveillance financière *BaFin* peut intervenir immédiatement.

Au besoin, l'Etat doit pouvoir agir dans une «procédure d'intervention souveraine» et détacher des parties d'importance systémique d'un établissement. Elles pourraient être cédées à un acquéreur privé ou, s'il ne s'en trouve pas, à une «banque relais» publique.

C'est l'autorité de surveillance financière qui doit décider de l'«importance systémique». Elle peut déjà désigner un envoyé spécial avant une situation critique et exiger des plans de restructuration pour détourner un danger.

Les éléments principaux de la taxe obligatoire ont été présentés fin mars. On parle toujours d'établissements de crédit, pas d'assurances ni de sociétés d'investissement. En cas de besoin financier extraordinaire, on pourra prélever des montants spéciaux et si cela ne suffit pas, l'Etat fédéral pourra contracter en faveur du fonds un crédit restreint qui devra être également remboursé par les banques.

Les banques ne peuvent pas déduire la taxe obligatoire de leurs impôts et reporter ainsi indirectement ces coûts sur les contribuables. Les taxes spéciales destinées à alimenter le fonds de crise sont déductibles après un sinistre.

La base de calcul de la taxe bancaire sera fixée plus tard par un décret du ministère des Finances. Le montant doit être supportable et ne sera prélevé que si l'établissement est «performant» et a réalisé un bénéfice au cours de l'année. Les sociétés de faible rendement ne paieront qu'une taxe minimum.

Il est prévu de faire passer de cinq à dix ans le délai de prescription pour les fautes professionnelles commises par des directeurs de société cotées en Bourse. Il sera alors possible de réclamer des dommages-intérêts lorsque les fautes ne sont connues que plus tard. •

Source: *dpa* du 28/6/10
(Traduction *Horizons et débats*)

«Quand une banque est trop grande pour être restructurée financièrement, cela veut dire que, si elle est au bord de la faillite, il n'y a qu'un seul bailleur de fonds: le contribuable. Et en vertu de cette doctrine inédite et non prouvée, des centaines de milliards ont été versés au système financier. S'il est vrai que les plus grandes banques d'Amérique sont trop grandes pour être ‹résolues›, il y a de lourdes conséquences pour l'avenir de notre système bancaire – des conséquences qu'à ce jour le gouvernement américain ne veut pas admettre. Si, par exemple, les porteurs d'obligations jouissent d'une garantie de fait parce que les institutions sont trop grandes pour être restructurées financièrement, l'économie de marché ne peut plus exercer aucune discipline réelle sur les banques. Celles-ci ont accès aux capitaux à meilleur prix qu'elles ne devraient, parce que ceux qui les fournissent savent que les contribuables épongent les pertes. Dès l'instant où l'Etat donne sa garantie explicite ou implicite, les banques ne supportent pas tous les risques liés à chacune de leurs décisions: les risques qui pèsent sur les marchés (les actionnaires, les porteurs d'obligations) sont inférieurs à ceux qui pèsent sur l'ensemble de la société, donc les ressources n'iront pas au bon endroit. Puisque les banques trop-grandes-pour-être-restructurées ont accès aux fonds à des taux d'intérêt inférieurs à ce qu'ils devraient être, il y a distorsion de l'ensemble du marché des capitaux. Ces banques vont se développer aux dépens de leurs rivales plus petites qui ne sont pas garanties. Elles vont pouvoir facilement dominer le système financier, non par leurs prouesses et leur ingéniosité supérieures mais parce qu'elles ont le soutien tacite de l'Etat. Il faut le voir clairement: ces banques trop-grandes-pour-être-restructurées ne peuvent pas opérer comme des banques normales.» (p. 204 sqq.)

«Toutes les grandes banques américaines, nous l'avons vu, sont devenues trop grandes pour faire faillite; et, sachant qu'elles l'etaient, elles ont pris des risques, comme la théorie économique le prédisait. […]

Il y a une solution évidente pour éviter les banques trop grandes pour faire faillite: les diviser. Si elles sont trop grandes pour faire faillite, elles sont trop grandes pour exister. Autoriser le maintien de ces institutions gigantesques ne pourrait se justifier que si leur démantèlement faisait perdre d'importantes économies d'échelle ou d'envergure – autrement dit, si ces institutions étaient tellement plus efficaces que les plus petites qu'il serait très coûteux de restreindre leur taille. Je n'ai vu aucune preuve de cela. En fait, c'est le contraire qui est prouvé: ces institutions trop-grandes-pour-faire-faillite, trop-grandes-pour-être-résolues-financièrement, sont aussi trop grandes pour être gérées. Leur avantage compétitif vient de leur pouvoir de monopole et des subventions implicites de l'Etat.

Cette idée n'a rien d'extrémiste. *Mervyn King,* le gouverneur de la Banque d'Angleterre, l'a exprimée avec presque les mêmes mots: «Si l'on pense que certaines banques sont trop grandes pour faire faillite, […] alors c'est qu'elles sont trop grandes.» *Paul Volcker,* ancien président de la Fédéral Reserve, a été le coauteur d'un rapport publié en janvier 2009 et qui formule aussi cette idée.» (p. 276 sqq.)

«Les grandes banques ont sur les autres un avantage compétitif qui ne repose pas sur une force économique réelle mais sur les distorsions induites par la garantie implicite de l'Etat. Avec le temps, le risque existe d'avoir un secteur financier de plus en plus distordu.

Les grandes banques ne sont pour rien dans le dynamisme que peut avoir l'économie américaine. Les synergies tant vantées de la fusion entre diverses composantes du secteur financier ont été un fantasme; on voit mieux aujourd'hui les échecs de gestion et les conflits d'intérêts. Bref, il y a peu à perdre et beaucoup à gagner à diviser ces mammouths. Les activités qu'elles ont mêlées à leur métier – compagnies d'assurances, banques d'affaires, tout ce qui n'est pas absolument essentiel à la fonction centrale d'une banque de dépôt – doivent leur être enlevées.

Le processus de démantèlement risque d'être lent, et de se heurter à une résistance politique. Même en cas d'accord de principe pour limiter la dimension des banques géantes, il peut y avoir des faiblesses dans sa mise en œuvre. C'est pourquoi il faut attaquer sur trois plans: diviser en plusieurs morceaux les institutions trop-grandes-pour-faire-faillite; restreindre énergiquement les activités autorisées à toute grande institution restante; calibrer la garantie des dépôts et les règles d'adéquation des fonds propres pour «égaliser le terrain de jeux». Puisque ces institutions imposent de plus gros risqués à la société, on doit leur faire obligation d'avoir davantage de capital et de payer plus cher la garantie des dépôts. Toutes les réglementations évoquées jusqu'ici doivent être appliquées à ces institutions avec encore plus de rigueur. En particulier, il ne faut pas les autoriser à avoir des structures d'incitation de leur personnel (notamment de leur personnel de direction) qui encouragent l'excès de risque et la vue courte. Les restrictions imposées à leurs activités peuvent se traduire par des profits faibles pour les grandes banques – mais c'est normal. Leurs profits élevés d'hier étaient dus à une prise de risque aux dépens des contribuables américains.

Il faut forcer les banques trop-grandes-pour-faire-faillite à revenir au métier fastidieux de la banque traditionnelle.» (p. 278 sqq.)

«L'Etat doit pouvoir empêcher l'apparition de situations ou des banques sont trop-grandes-pour-faire-faillite, trop-grandes-pour-être-résolues ou trop-entremêlées-pour-être-résolues. L'Etat doit pouvoir effectuer un choix sérieux – et non être «obligé» de faire ce qu'il s'est prétendu obligé de faire dans la crise actuelle: donner aux banques des fonds illimités en protégeant tant les actionnaires que les porteurs d'obligations.» (p. 282 sqq.)

Source: Joseph E. Stiglitz, Le triomphe de la cupidité, Les liens qui libèrent 2010

ISBN 978-2-918597-05-6

Les Etats-Unis mettent en route une réforme des finances

Tirant les leçons de la crise financière, les Etats-Unis ont mis en route une réforme historique du secteur bancaire et des marchés.

Comme à la suite de la crise économique mondiale des années 1930, l'Etat renforce sa mainmise sur le secteur financier qui avait soustrait ses opérations les plus spéculatives à tout contrôle et avait ainsi provoqué les désordres les plus lourds de conséquence qui se soient produits depuis près de 80 ans.

Aux Etats-Unis, les banques et les investisseurs doivent se conformer à des règles plus sévères et permettre plus de transparence avant tout dans le négoce des produits dérivés qui représente des milliards et attire un grand nombre de spéculateurs. Ces produits financiers sont considérés comme des accélérateurs d'incendie de la crise qui a atteint son point culminant lors de la débâcle de la banque d'investissement *Lehman* en septembre 2008.

On interdit en grande partie aux banques le négoce à propre compte.

Les Etats-Unis veulent limiter la croissance des établissements afin de ne plus devoir agir comme dans le cas de *Lehman* et de ne plus devoir sauver le secteur à l'aide de milliards de dollars.

Le deuxième objectif important était d'avoir un meilleur contrôle des opérations spéculatives qui ont fait le malheur du secteur pendant la crise. Lorsque des crédits hypothécaires titrisés ont soudain perdu massivement de leur valeur à cause de l'effondrement du prix des maisons aux Etats-Unis, un grand nombre d'établissements financiers se sont effondrés dans le monde entier. Suite à cela, la conjoncture a stagné et a dû être remise en marche grâce à des aides gouvernementales à hauteur de milliards de dollars.

Le président américain a vanté cette loi comme étant un progrès historique, avant tout pour les clients des banques et les contribuables. Selon Obama, la réforme offre aux consommateurs une protection comme ils n'en ont jamais connu au cours de l'histoire des Etats-Unis. Un organe de protection des consommateurs édictera des règles pour les cartes de crédit et les crédits hypothécaires.

Malgré l'atténuation de nombreux points, la réforme est plus importante que ce à quoi on s'attendait il y a six mois. Suite aux pressions de l'opinion publique, le projet de loi du Sénat voté en mai a largement dépassé ce que la Chambre des représentants avait voté. En fin de compte, les Chambres se sont rencontrées à mi-chemin.

Le projet de loi sera à nouveau soumis au vote des deux Chambres.

Source: Reuters, 25/6/10

***

km. Le communiqué de l'agence Reuters montre qu'on ne s'engage pas seulement en Allemagne mais aussi aux Etats-Unis sur la voie d'une régulation judicieuse des marchés financiers. Le projet de loi présenté est un compromis et d'après ce qu'on sait maintenant, il va dans la bonne direction: Le danger que le contribuable doive passer à la caisse uniquement parce qu'une banque est trop grande pour se soumettre aux lois du marché est réduit; on limite ou on contrôle de manière plus sévère les opérations d'investissement hautement spéculatives, notamment entre les banques. Les clients sont mieux protégés.

Il faut mettre un terme à la libéralisation

Le Groupement des associations allemandes d'éleveurs d'ovins tente de mettre la politique agricole commune (PAC) sur une voie raisonnable

Marche de bergers à travers Berlin. (photo mad)

thk. Les éleveurs de moutons allemands n'ont pas la vie facile. Comme dans les autres pays de l'UE, ils doivent faire face au maquis de la bureaucratie et ils ont en outre très peu de moyens – contrairement à nous, en Suisse – d'intervenir directement dans la politique. Il ne leur reste souvent que la voie juridique, ou la sensibilisation de l'opinion publique avec des actions spectaculaires pour exercer une pression de la base sur les politiques en espérant provoquer un changement de cap ici ou là.

C'est dans ce contexte qu'a lieu une marche des bergers et des éleveurs de moutons allemands qui les conduira, à travers différents Länder jusqu'en Hollande et de là à Bruxelles devant le Parlement européen, pour finir son périple à Trêves, à l'occasion du *Deutscher Grünlandtag* (Journée allemande de la prairie), les 16 et 17 octobre 2010.

Le début de cette marche a été marqué par la «montée des troupeaux» de moutons au Tiergarten de Berlin, le 4 juin 2010, suivie d'un déplacement par la Porte de Brandebourg jusqu'à Berlin-Mitte, où a eu lieu les 5 et 6 juin le «Festival de l'environnement». La devise de cette marche est: «Nous entretenons le paysage que vous aimez». De plus, le Groupement des associations allemandes d'éleveurs a rédigé une liste de demandes adressées aux politiques à l'échelle des Länder, de la Fédération et de l'UE. La marche des bergers devrait donner du poids à ces exigences et les rendre plus efficaces.

Outre le refus du marquage électronique des animaux, absurde et très coûteux (cf. *Horizons et débats n°* 18 du 10 mai), très controversé également dans d'autres pays, avant tout en France, différentes questions sont évoquées qui inquiètent les éleveurs. Mentionnons notamment les changements intervenus dans les payements compensatoires mentionnés au point 2, qui ne dépendent plus de la production, mais des surfaces (premier pilier. Le second pilier concerne la réduction des aides à l'agriculture des régions de montagne. Dans les deux cas, les éleveurs de moutons demandent le maintien de ces payements selon un système raisonnable, un meilleur soutien des régions de montagne et des dédommagements pour les mesures de protection de l'environnement.

La situation des éleveurs de moutons allemands, et ils ne sont qu'un exemple qui montre combien il est difficile d'influencer les politiques dans ce gigantesque appareil du pouvoir et de permettre à la raison de s'exprimer. On essaie de se battre de toutes ses forces et à grands frais contre la dictature de l'UE.

Des milliards sont injectés dans un système économique malade et ce sont les banques et la grosse industrie qui en profitent alors que des secteurs fondamentaux de l'économie, notamment l'agriculture et donc l'approvisionnement de la population, sont les parents pauvres. Même l'UE, avec ses 27 pays et presque 500 millions d'habitants, ne peut produire que 90% des denrées alimentaires nécessaires à sa population. Le commerce mondial et la spéculation sur les denrées alimentaires sont plus lucratifs.

Lorsque dans cette situation les éleveurs formulent des exigences raisonnables qui vont à l'encontre de la libéralisation, ils ont absolument besoin d'un large soutien des citoyens. •

Transmission du bâton de berger sur le chemin menant à Trèves. (photo mad)

Demandes des éleveurs d'ovins aux politiques

1. Marquage traditionnel du cheptel au lieu du marquage électronique

Nous refusons catégoriquement le marquage électronique, obligatoire depuis janvier 2010, de même que le marquage individuel des animaux.

Nous, éleveurs de moutons, portons plainte devant la *Cour de justice de l'Union européenne.* Cette réglementation de marquage et d'enregistrement exagérée rend la procédure 5 fois plus chère et prolonge le temps qu'il faut pour se protéger contre les épizooties et nuit à la protection des consommateurs. C'est un système compliqué et difficilement applicable.

Nous exigeons la réintroduction du marquage du cheptel si possible au moment du changement de propriétaire comme c'était l'habitude dans l'élevage des moutons et des chèvres jusque récemment et comme cela se fait encore avec succès dans l'élevage des porcs.

2. Conditions-cadres qui assurent les revenus également pour la réforme de la PAC 2013-2020

Les paiements directs du premier pilier doivent être maintenus. Le second pilier doit également rester financièrement bien étoffé. Mais les aides du second pilier doivent dépendre davantage du cheptel d'animaux de pâture et le cofinancement par l'UE doit être porté à 90% afin d'assurer durablement la protection du paysage et la protection des côtes, liée à la détention d'animaux de pâture, surtout des moutons, car elle n'est possible que si l'on réduit les charges financières des Länder.

De plus, une réglementation spéciale est nécessaire pour les petites exploitations.

3. Quantité suffisante de vaccins contre la maladie de la langue bleue et cofinancement par la Commission européenne

En 2007, plus de 20000 moutons sont morts de la maladie de la langue bleue. Cela ne doit pas se reproduire. Malgré l'abandon de la vaccination obligatoire par le gouvernement fédéral et par ceux des Länder, il faut s'assurer que, pour éviter une nouvelle propagation catastrophique de la maladie, on dispose de suffisamment de vaccins, la vaccination ne devant être effectuée qu'une fois. D'autre part nous demandons une participation de la Commission européenne à l'aide aux exploitations.

La vaccination est une protection efficace que la République fédérale et les Länder ne doivent pas refuser.

4. Assimilation des éleveurs de moutons aux apiculteurs en ce qui concerne le diesel agricole

Comme c'est le cas depuis des années pour les apiculteurs, les éleveurs de moutons doivent être exonérés de la taxe sur le diesel agricole. A cause de la situation particulière des exploitations, en particulier les grandes distances à parcourir pour s'occuper des animaux, les éleveurs utilisent souvent leur voiture au lieu d'un tracteur, or contrairement aux apiculteurs, ils ne bénéficient pas d'une taxe sur l'essence réduite. Il serait équitable d'étendre au plus vite cette réglementation aux éleveurs de moutons.

5. Encouragement de la formation des jeunes au métier d'éleveur de moutons

L'élevage des moutons demande d'excellents professionnels. Les jeunes gens qui veulent apprendre ce métier, certes pénible mais très intéressant, ont besoin d'une formation qualifiée.

Le gouvernement fédéral et les Länder devraient investir dans l'avenir de cette profession.

6. Paiement à temps des aides pour l'entretien du paysage, qui ne sont pas une aumône

La solvabilité des exploitations ne peut être assurée que si les aides contractuelles pour l'entretien du paysage des programmes agricoles sont versées immédiatement après les prestations fournies.

7. Réduction des contraintes imposées au marché direct – la protection des consommateurs est très importante

Toutes les exploitations vouées au marché direct permettent de courtes distances jusqu'aux consommateurs. Des contraintes nouvelles et exagérées pour ces exploitations qui reçoivent un feed-back constant des consommateurs ne peuvent être financées et ne sont donc pas applicables.

8. Introduction à l'échelle fédérale de la taxe sur le contrôle des viandes et baisse de celle-ci

Actuellement les coûts de contrôle des animaux vivants et de la viande se montent jusqu'à 30 euros par tête de bétail et réduisent ainsi le revenu par tête jusqu'à 30%. Il faut une réglementation à l'échelle fédérale. Sinon il se produit des distorsions de concurrence.

Groupement des associations allemandes d'éleveurs d'ovins

(Traduction Horizons et débats)

Contact:
Stefan Völl
Claire-Waldoff-Str. 7, 10117 Berlin
Téléphone: +41 30 31 90 45 40
Fax: +41 30 31 90 45 49
E-Mail: s.voell@bauernverband.net
www.Schafe-sind-toll.de;
www.hirtenzug.eu

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
❏ Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom:

Rue / N°:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich